L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 28 AOUT 1867. | Entre les rues Bienville et Conti.

DUPUOY & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18; par semestre, $9; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.
EDITION DU HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $8 ; par semestre, $4.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces remises avant 9 heure du rôle dans un diverses parties du journal, paieront $1 00 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces insérées dans le page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces mêlé, dans la page éditoriale, paieront $20 par le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces seront, sur les prix ci-dessus et-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles ; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera pas 25 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents pour la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces leur seront soumis à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 28 AOUT.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par Louis Stern à Brosse—à leur salle d'encan, rue du Camp, marchandises sèches, beaucoup, habillements, couverts, &c.

Par Foretall & Spear—à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, section de la Compagnie d'Assurance de Hope ; actions de la Banque de l'Union de la Louisiane.

Par S. Golmash—à 10 heures, rue Bourgogne, entre St-Louis et Conti, un lot de meubles, verrerie, faïence, batterie de cuisine &c.

Par Montgomery Bros & Co—à la résidence No 104, rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine, de beaux meubles de salon en bois de rose, en acajou et en noyer, glaces françaises, tapis, &c.

Par J. P. Bolasco—à 10 heures et demie, tout le contenu de la grocerie et buvette situées au coin des rues Poydras et St-John.

Par A. Fisher—au No 36 de la rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, lingerie, chaussures &c., sans réserve.

Par Hoffman & Marks—au No 36 de la rue de Chartres, marchandises sèches et chaussures.

☞ Achetez vos cassonades et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

Ventes de meubles.—MM Montgomery, Bros & Co vendront aujourd'hui mercredi, à 10 heures de matin, au No 104 de la rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine, tout le contenu de la résidence portant le numéro, consistant en meubles de salon en bois de rose, secrétaire, sidebord en bois de rose, marbre et glaces françaises, tapis, peintures, gravures, riches rideaux de damas et de dentelle, faïence, verres, &c., &c.

Cérémonies et Réalités.

Il y a toute apparence que le général Grant pense beaucoup mieux qu'il ne parle, et très probablement ses actes répondent mieux à ses pensées qu'à ses paroles. Nous avons vu hier la lettre qu'il écrivait au président Johnson pour le défendre et justifier ses rare rigueurs envers le général Sheridan et la réponse du Président. Nous n'avons pas à faire ressortir ici la supériorité des arguments de M. Johnson, tout le monde en a dû être frappé ; mais nous avons à dire que le général les a trouvés sans doute irrésistibles, puisque sans plus insister, il a transmis le fameux ordre de révocation que beaucoup de gens prétendent qu'il ne transmettrait jamais. Mais ce qu'il y a de plus remarquable c'est que le général Grant va être obligé de transmettre une seconde nomination à Hancock ainsi d'assurer et de hâter le départ du général Sheridan pour son nouveau commandement.

Nous voyons en outre dans les nouvelles qui nous arrivent de Washington, que le général Grant, dans l'administration du département de la guerre, se conduit de manière à causer un profond contentement. En effet, le général, dans les promotions qu'il fait, n'a nul égard pour les opinions et n'attache d'importance qu'à l'exactitude, à la fidélité et au mérite personnel des employés. Il y avait bien longtemps que pareille chose ne s'était vue dans les départements de l'administration fédérale, et c'est un trait qu'on ne saurait assez louer.

Mais puisque le général Grant estime tout ce qui est réellement estimable, pourquoi a-t-il soutenu avec tant d'obstination un homme qui a fait et qui fait tous les jours juste le contraire de ce qu'il fait lui-même ? De toutes les destitutions qui ont eu lieu par les ordres du général Sheridan, nous n'en connaissons que deux qui aient donné réellement satisfaction ; la première est la destitution en masse des deux anciens bureaux des commissaires de levées, et la seconde celle du gouverneur Wells. Nous sommes approuvé aussi la clôture des séances des anciens conseillers municipaux, s'ils eussent été remplacés par des hommes considérables, sans distinction d'opinion ; mais le *règlement* n'est fait dans un esprit exclusif de parti, et voilà ce que nous ne pouvons admettre quand il s'agit tout simplement d'affaires municipales. Si la politique que entre là, (et quelle politique !) on sent bien que tout est perdu.

Passant du Conseil de ville aux autres révocations de fonctionnaires, nous avons peine à concevoir comment un militaire aussi brave que le général Sheridan a pu s'y résoudre. Le général Grant, qui se conduit avec tant d'indépendance au département de la guerre, peut-il approuver la destitution de l'avocat-général Herron, du juge Abell, du trésorier Hernandez, du commissaire des rues Bellanger, du voyer de l'avocat de ville, de l'assistant avocat de ville, du bureau de la direction des écoles, de la police de ville, du gouverneur Trockmorton, du Texas, de plusieurs juges et de plusieurs conseils municipaux de cet Etat, tous corps ou tous membres de chambres à coucher, lits et draperies, sidebord en bois de rose, marbre et glaces françaises, tapis, peintures, gravures, riches rideaux de damas et de dentelle, faïence, verres, &c., &c.

Cérémonies et Réalités.

Il y a toute apparence que le général Grant pense beaucoup mieux qu'il ne parle, et très probablement ses actes répondent mieux à ses pensées qu'à ses paroles. Nous avons vu hier la lettre qu'il écrivait au président Johnson pour le défendre et justifier ses rare rigueurs envers le général Sheridan et la réponse du Président. Nous n'avons pas à faire ressortir ici la supériorité des arguments de M. Johnson, tout le monde en a dû être frappé ; mais nous avons à dire que le général les a trouvés sans doute irrésistibles, puisque sans plus insister, il a transmis le fameux ordre de révocation que beaucoup de gens prétendent qu'il ne transmettrait jamais. Mais ce qu'il y a de plus remarquable c'est que le général Grant va être obligé de transmettre une seconde nomination à Hancock ainsi d'assurer et de hâter le départ du général Sheridan pour son nouveau commandement.

Nous voyons en outre dans les nouvelles qui nous arrivent de Washington, que le général Grant, dans l'administration du département de la guerre, se conduit de manière à causer un profond contentement. En effet, le général, dans les promotions qu'il fait, n'a nul égard pour les opinions et n'attache d'importance qu'à l'exactitude, à la fidélité et au mérite personnel des employés. Il y avait bien longtemps que pareille chose ne s'était vue dans les départements de l'administration fédérale, et c'est un trait qu'on ne saurait assez louer.

Mais puisque le général Grant estime tout ce qui est réellement estimable, pourquoi a-t-il soutenu avec tant d'obstination un homme qui a fait et qui fait tous les jours juste le contraire de ce qu'il fait lui-même ? De toutes les destitutions qui ont eu lieu par les ordres du général Sheridan, nous n'en connaissons que deux qui aient donné réellement satisfaction ; la première est la destitution en masse des deux anciens bureaux des commissaires de levées, et la seconde celle du gouverneur Wells. Nous sommes approuvé aussi la clôture des séances des anciens conseillers municipaux, s'ils eussent été remplacés par des hommes considérables, sans distinction d'opinion ; mais le *règlement* n'est fait dans un esprit exclusif de parti, et voilà ce que nous ne pouvons admettre quand il s'agit tout simplement d'affaires municipales. Si la politique que entre là, (et quelle politique !) on sent bien que tout est perdu.

Passant du Conseil de ville aux autres révocations de fonctionnaires, nous avons peine à concevoir comment un militaire aussi brave que le général Sheridan a pu s'y résoudre. Le général Grant, qui se conduit avec tant d'indépendance au département de la guerre, peut-il approuver la destitution de l'avocat-général Herron, du juge Abell, du trésorier Hernandez, du commissaire des rues Bellanger, du voyer de l'avocat de ville, de l'assistant avocat de ville, du bureau de la direction des écoles, de la police de ville, du gouverneur Trockmorton, du Texas, de plusieurs juges et de plusieurs conseils municipaux de cet Etat, tous corps ou tous membres de chambres à coucher, lits et draperies, sidebord en bois de rose, marbre et glaces françaises, tapis, peintures, gravures, riches rideaux de damas et de dentelle, faïence, verres, &c., &c.

Les Elections départementales en France.

Tout le monde ne sait pas, au juste, ce que sont les élections départementales en France. Nous en dirons quelques mots afin que nos lecteurs soient à même d'apprécier sainement la valeur politique de celles dont les derniers journaux européens nous ont donné les résultats.

Il existe dans chaque département de France un Conseil général dont les attributions consistent à gérer les intérêts purement locaux. Ces intérêts se composent de tout ce qui sert au développement des ressources matérielles. Les Conseils généraux s'occupent principalement de voies de communication entre les cantons et les départements, d'améliorations de cours d'eau, d'hospices, d'institutions de charité et de toutes sortes d'établissements ou de créations d'un caractère exclusivement local. Ils peuvent voter des fonds pour opérer les améliorations réclamées dans le département ou dans plusieurs départements limitrophes et imposer pour cela de faibles taxes qui doivent être approuvées, d'abord par la direction des ponts et chaussées, ensuite par le ministre de l'intérieur et en dernier lieu par le Corps Législatif. Contrôlés ainsi les Conseils généraux ne peuvent commettre aucune imprudence et les fonds qu'ils demandent sont collectés sans frais par les percepteurs de l'Etat qui les ajoutent à leurs rôles et les remettent aux départements sur la réquisition des préfets.

Les conseils généraux ne peuvent s'occuper de politique ; cependant à la fin de leur session qui est limitée à quinze jours, à moins d'un ordre spécial et motivé émané de l'autorité ministérielle, ils ont le droit d'émettre des vœux et de les adresser au gouvernement. Ils sont libres dans l'émission de ces vœux et peuvent les appuyer sur des motifs brièvement énoncés.

Voilà ce que sont les conseils généraux en France. Certes, leur action est bornée et, au premier aperçu, on est tenté de dire que la position qu'ils donnent à leurs membres, n'est pas de nature à en faire des personnages très influents. Mais pour peu qu'on y réfléchisse, on voit bien vite qu'une élection au conseil général a beaucoup d'importance. Elle est souvent pour les candidats qui réussissent un acheminement au Corps Législatif. L'homme qui a eu les voix d'un canton, on les voix de huit, dix, ou douze communes, aspire à voir d'autres cantons ou eux voix de l'arrondissement que ces cantons forment, et ses prétentions sont d'autant mieux accueillies que ses services ont été plus appréciés dans la mission départementale qu'il a remplie. Beaucoup de députés ont commencé par là qui n'auraient jamais rien été sans cela, et si les grands talents pour arriver n'ont pas le besoin de passer par cette filière, elle fait parvenir beaucoup d'hommes pratiques souvent plus utiles dans les assemblées que les hommes brillants.

Il faut aussi mettre en ligne de compte les honneurs de la position, le membre d'un Conseil Général est presque toujours le premier personnage de son arrondissement, et l'influence locale qu'il exerce est prépondérante. Mais à part ces avantages très flatteurs, qu'on prise beaucoup aujourd'hui comme on les prisera toujours sans doute, il y a l'adresse des vœux des Conseils Généraux au souverain, adresse, on le sait, que le gouvernement accueille avec empressement et qui peut donner à l'opposition se faire jour. Or, ne s'est pas là une affaire insignifiante et sans portée. Les Conseils Généraux ne délibèrent pas en public, mais on n'en sait pas moins tout ce qui s'y dit comme si on l'entendait. La comme ailleurs, les indiscrétions abondent et de même qu'on sait à Paris les opinions ou les discours de tous les membres des comités législatifs, de même on sait dans les départements les opinions ou les discours de tous les membres des Conseils Généraux qui sont de grands centres. Chaque membre tient donc naturellement à faire prévaloir dans l'émission des vœux les sentiments du canton qu'il représente. Si le canton est belliqueux, le conseiller demandera tout aussitôt la guerre ; si le canton n'aime pas la guerre, le conseiller demandera tout aussitôt la paix, se mettant toujours en avant de l'opinion commune pour donner plus de relief à son zèle et à sa fidélité. Il en est ainsi pour toutes les questions imaginables et, bien que ces vœux des Conseils Généraux ne puissent être développés comme un discours d'opposition au Corps Législatif, ils n'en sont pas moins quelquefois très significatifs, car on peut dire beaucoup de choses en peu de mots.

La latitude laissée aux conseils généraux de manifester leur opinion sur telle mesure, telle acte ou telle politique du gouvernement, donne à ces petits corps représentatifs une valeur assez sérieuse pour qu'on y prenne garde, et d'après l'opinion des membres qui les composent, on peut juger de la force, de la popularité ou du discrédit du gouvernement. Comme l'esprit de parti se glisse partout, avons nous dit plus haut, il aurait très bien pu se glisser dans ces dernières élections départementales et épouser la cause de l'opposition. Les ennemis de l'empire au Corps Législatif n'avaient rien épargné pour ou cela fût. Ils avaient exploité les événements d'Allemagne, exploité ceux du Mexique jusqu'à satiété ; ils avaient bouleversé l'Italie, et fait bon marché des idées reçues ; ils avaient expliqué, commenté, et interprété à leur manière les documents diplomatiques ; ils avaient mis tout leur talent à en faire sortir d'impardonnables fautes et de grossières erreurs ; ils en auraient fait sortir des crimes, si des crimes y eussent été, enfin, sacrifiant à leur haine leurs doctrines libérales d'autrefois ils n'avaient pas craint de s'élever contre la sainte cause des peuples. Le gouvernement, qu'ils accusent d'oppression, leur avait permis de tout dire et pour que rien ne manquât à leurs philippiques, ils avaient profité de la liberté, en lançant de la tribune, contre le gouvernement, un acte d'accusation.

On prétend qu'au de ces orateurs avait composé dans cette accusation le chef même de l'empire.

Le peuple de France était donc bien instruit de la situation politique quand les élections sont venues. Pour l'empire elles ne pouvaient avoir lieu dans des circonstances moins favorables. La Prusse s'était agrandie ; l'expédition française était revenue du Mexique et Maximilien avait payé de sa vie la faute qu'on autre lui avait fait commettre. Napoléon, en outre, par un décret souverain, avait supprimé le droit du corps législatif à répondre par une adresse au discours du trône, devoir que tous les frondeurs avaient représenté comme une atteinte criminelle à la liberté parlementaire. Un conseil de nouvelle fondation, mais très connu, avait saisi cette occasion de lancer contre l'empire toutes les anti-thèses imaginables. Ce journal, il est vrai, traduit devant les tribunaux, avait été condamné, mais c'était une raison de plus pour croire que l'opinion publique irritée se prononcerait contre la sentence. En France on est fort habile à exploiter contre le gouvernement non seulement ses erreurs mais encore ses succès, et il y a tels triomphes qui font plus de mal que des défaites. Que de raisons pour l'opposition de croire que la France consulte au moyen des élections départementales répondrait par un de ces résolutions qui tuent les gouvernements aussi bien que la monarchie constitutionnelle et qui font crouler la monarchie elle-même. Charles X n'en avait pas tant fait, disait on ; Louis-Philippe en avait fait encore moins, car il n'avait rien fait du tout, et cependant tous deux eurent à expier dans l'exil le bonheur d'avoir été rois, et jusqu'aux fautes qu'ils n'avaient point commises. Pourquoi l'empire seul échapperait-il au sort des gouvernements, ses devanciers !

En bien, l'empire y échappe, l'épreuve se fait et le résultat est la confusion de ses ennemis. Le *calme profond* que nous disions plus haut que l'opposition invente toujours la veille des élections départementales n'a rien produit et ce n'est un de ses vœux avec lesquels la France écrase d'un seul coup et tribune et écrivains et avocats. Sur 600 élections départementales 480 environ sont pour l'empire, on d'autres termes 480 ont fait triompher les candidats ministériels. Une certaine de candidats ont été élus là où le gouvernement n'avait pas jugé à propos d'en présenter lui-même, résultat qui n'un bon résultat ; enfin 21 élections seulement ont été favorables à l'opposition, ce qui veut dire que dans 21 cantons, l'opposition a fait échouer les candidats recommandés par le préfet. Ainsi l'opposition a perdu loin de gagner depuis les élections pour le Corps législatif où elle compte 25 députés sur environ 400.

Ce dernier verdict est suprême, car il n'a réellement des entrailles de peuple, en raison de la division des collèges électoraux, les membres du Corps législatif représentant les arrondissements, les membres des conseils généraux représentant les cantons et jusqu'aux plus petits, les localités de France. On peut juger par là de l'influence des discours de l'opposition. Nous connaissons tous ceux de MM. Thiers, Favre, Picard, Jules Simon et Glais Bizoin de grandes patiences. Ils auront probablement à faire encore de grands frais d'éloquence avant la chûte de l'empire qui après 18 ans de règne, en comptant la présidence, est aussi populaire que le premier jour.

INSTITUT ST-CHARLES. — Les cours de cet institut (rue Carondelet, entre Gravier et Common) recommenceront, ce lundi 2 septembre. L'instruction reste, et à un prix modéré, de jeunes enfants. Des dames instruites, chargées avec soin, sont spécialement chargées des premières classes. Les parents peuvent être assurés que tous les élèves progresseront.

Le même institut, fondé pour des élèves, des professeurs de plus haut mérite, comme supérieure et morale, viennent d'être ajoutés au corps, et notamment apprécié des professeurs de l'institut. et trop

RÉFUGIÉS DU MEXIQUE.

La goélette Indépendance est arrivée ici lundi soir, de la Vera-Cruz, avec 100 soldats autrichiens de l'armée impériale du Mexique. Ils sont partis le 5 avec l'engagement de rester dans ce pays, en considération de quoi ils ont eu le passage gratuit jusqu'à la Nile Orléans. Ils apportent chacun une petite somme d'argent que leur a fait venir le gouvernement autrichien qui se trouve ainsi délivré de toutes obligations ultérieures envers eux. A partir de ce jour, ils ne peuvent donc plus compter que sur eux-mêmes.

L'*Indépendance* a amené aussi une trentaine d'Allemands qui, sous les auspices de Maximilien, s'étaient établis dans le Yucatan. Les persécutions incessantes des Mexicains les ont forcés à déguerpir. On attend encore à la Vera Cruz 700 ou 800 Français, Espagnols, Anglais ou Allemands qui faisaient depuis longtemps des affaires dans la capitale du Mexique et dans d'autre villes. Ils doivent s'embarquer pour l'Europe sous la protection du ministre français Dano, qui est aussi parti, dit on, n'ayant pu endurer plus longtemps les persécutions des autorités mexicaines.

☞ Nous informons les familles que l'on rature des classes du COLLÉGIN DE LA LOUISIANE, dirigé par M. le colonel FERRIER, aura lieu lundi 2 septembre. Les examens si brillants qui viennent d'avoir lieu, dans ce vaste établissement, ne peuvent qu'augmenter la vogue qu'il a déjà acquise. Ce collége est situé rue Hôpital 131, entre Dauphine et Bourgogne. 15

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—27 août.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, Opticien Lucoignare Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	80 degrés
Midi	77 "
3 heures P. M.	81 "
6 heures P. M.	80 "

SUICIDE.—Un nègre nommé Victor Anderson, s'est jeté dans le fleuve hier soir vers neuf heures près du ferry de la rue du Canal et s'est noyé. On dit que le malheureux aimait sans être payé de retour. Son corps n'a pas encore été retrouvé.

RECORDER GASTINEL.—Nombre de soulards ont été condamnés hier à faire un séjour plus ou moins long au violon, et quantité d'autres ont pris le chemin de la geôle pour avoir fait du tapage dans un moment où la police avait les yeux sur eux.

SCANDALE DANS UN CHAR.—Dimanche soir un nègre adresse une remarque outrageante à une dame près de laquelle il se trouvait assis dans un des chars du bas de la ville. Sur sa remontrance, il la frappa au visage. Un monsieur qui était assis sur la banquette en face frappa le nègre qui se jeta sur lui et engagea une lutte acharnée. Bientôt la redingotte du monsieur fut en lambeaux ainsi que son devant de cheminée ; mais il arrive personne intervinrent et le nègre roussi, battu, fut obligé de quitter le char.

PRISONNIERS DES OPELOUSAS.—Le steamer Annie Wagters est arrivé hier avec onze prisonniers envoyés par les Etats-Unis. M. Landry afin qu'ils soient gardés dans la geôle de la ville, les geôles des paroisses de la campagne étant trop faibles pour offrir à ces mesures un suffisant.

RAPPORT MORTUAIRE QUOTIDIEN.—Pendant la journée qui a fini hier, à 6 heures du matin, la fièvre jaune a fait 12 nouvelles victimes. Les personnes ont succombé aux maladies ordinaires. En tout 36, de qui est une diminution de 2 sur le jour précédent.

TUÉ PAR ACCIDENT.—Un individu nommé Peter Kenyon, maçon, jeune et robuste, pesant qu'il était près de boisson, est tombé à l'intersection des rues Grands Hommes et Bologne et la charrette lui passait dessus ; il a fait avec effort pour qu'il n'ait pu s'en relever. Il est mort bientôt après.

BUREAU DE SANTÉ.—Le Bureau décide que la fièvre jaune n'est pas épidémique et que si les décès augmentent, c'est à cause des médecins. C'est assurément très naïf et nous engageons les malades à ne pas l'oublier.

Le juge Durell, nouvellement au 19e Austin soutient que si la fièvre jaune tue plus de monde maintenant qu'il y a quelque jours, c'est à cause de l'usage des désinfectants depuis le rapport du 15 du courant.

En résumé, la fièvre est déclarée n'être pas très maligne, elle n'attaque du reste que les personnes non acclimatées. Tout cela est très savant et très nouveau.

Sur motion de M. Feeney, une résolution est adoptée requérant le président de conférer avec l'avocat-général pour savoir si les fonds de la quarantaine doivent être déposés dans les banques, si non les fonds pour percevoir les droits en bill des Etats Unis.

Le collecteur du port demande à être informé si les navires sont à bord de la ville épidémie à la Nouvelle Orléans ; la demande est référée au comité de santé.

Sur la proposition du Dr. Choppin, le président est requis de conférer avec l'avocat général pour savoir si le Bureau a le pouvoir de faire exécuter les officiers de santé, ayez qui le Bureau s'ajourne.

CONSEIL MUNICIPAL.

ALDERMEN.—Le Conseil s'est porté en corps à la salle des Assistants afin de procéder, conjointement, à l'élection d'un alderman en remplacement de ceux qui sont destitués.

ASSISTANTS ALDERMEN.—Une résolution pour autoriser le trésorier à employer un commis de plus pour signer les billets de ville, dans le but de les distribuer librement au public et pour empêcher ainsi la spéculation du courtage, est référée au comité de finance.

Elections d'officiers.

Sont élus à l'unanimité : Voyer, M. William H. Bell.

Avocat de la ville : S. S. Fish—Assistant-avocat, E. Heistand.

Election du Journal officiel.

Le *Republican* reçoit 7 votes des Aldermen et le *Louisianais* 3 et par conséquent déclaré dument élu.

Elections d'autres officiers.

Sont élus à l'unanimité :

M. Augusts Leblanc, garde de la maison du Conseil.

F. C. Mahan, surfinger du Premier et Quatrième District.

Wm Haskell, warfinger du Second et Troisième District.

Médecins de ville : Dr Barnes pour les 1er et 4me District.

De Chaumette pour les 2d et 3me Districts.

Notaire public, H. C. Dibble.

Bureau des Ecoles—1er District : Dr J. White, J. B. Smith, 2De W. Hire Jr., A. Robert, Fabius Dunn et Lora.

2e District : C. Ogilvie, A. Comagere, L. St Cyr, J. Brander, L. F. Delassaize, et P. G. Dupin.

3me District : John S. Walton, J. F. Becker Jr, T. W. Copland, L. Pesson, E. Rilleux, C. Lessaint.

4me District : Rufus Waples, C. Bornwesser, W. C. Johnson, W. R Bowie, W. E. Read et Wm Rogers.

Ord'dit que six ou sept de ces nouveaux membres sont d'origine du courier.

Le Conseil des Aldermen a étant retiré, les autres élections sont ajournées.

NOUVELLES DE PRUSSE.

On manque en beaucoup d'endroits de candidats pour le Parlement de l'Allemagne du Nord. Cela tient à ce que la Constitution accorde aux députés une rémunération. Il en résulte que les hommes politiques auxquels l'état restreint de leur fortune ne permet pas de tenir leur rang dans la capitale se sont retirés de la carrière.

M. de Werther continue, paraît il, ses relations et ses menées avec le chef de l'opposition en Autriche et en Hongrie, et il continue aussi à informer M. de Bismark du zèle qu'il met à jouer ce rôle, sinon d'agent provocateur, du moins d'applaudisseur aux aspirations subversives et aux trames des partis extrêmes. Le *Précurseur d'Anvers* publie, en effet, l'analyse d'une nouvelle dépêche de cet ambassadeur de Prusse à Vienne, dont il dit avoir reçu communication, et dans cette dépêche, M. de Werther prédit que Kossuth rentrera en Hongrie, qu'il y provoquera une nouvelle révolte, et il va sans dire qu'il s'en félicite.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* renchérit sur les déclarations hongroises du *Moniteur*. Soit. Mais quelle singulière situation que celle du vieux continuent on, pour rassurer les esprits, est contraint de déclarer qu'il est obligé à repousser chaque jour la phrase consacrée : Rien n'autorise à regarder la paix comme menacée. Ce qu'il y a de caractéristique, c'est que la cour des peuples décroît au raisou directe du nombre des déclarations des gouvernements.

Les préparatifs militaires, dit l'*Europe*, continuent toujours en Prusse avec la même activité.

Le gouvernement de Berlin se tient en mesure d'entier en campagne dès que les besoins de la politique l'exigeront. Il ne néglige aucune des contingents et des réserves des Etats de la nouvelle Confédération, ainsi que de l'armée prussienne. Il a été question, il y a quelque temps, de réunir en un bon résultat, sous le commandement de quelque général prussien, les divisions des landwehrs, en les divisant en bataillons et en compagnies.

On s'occupe, en ce moment même, de réorganiser les districts des landwehrs, en les divisant en bataillons et en compagnies.

Tout cela sans préjudice des travaux de fortifications, poussés, sur la ligne du Rhin principalement, avec une ardeur incroyable.

Depuis le mois d'octobre dernier, 97,000 jeunes soldats, 7,000 volontaires, 1,200 anciens officiers des provinces annexées sont entrés dans l'armée prussienne. Il en est sorti, dans le même laps de temps, 54,000 hommes qui entrent dans la réserve, de sorte que la force de l'armée prussienne a été augmentée de 50,000 hommes par suite de la loi, et de 100,000 de la landwehr et de la loi de la réserve depuis les annexions. Qu'en a formé quarante régiments d'infanterie, trois bataillons de chasseurs, quatre d'artillerie, trois de bataillons de pionniers, quatre régiments de hussards, huit de dragons et quatre d'ulhans.

L'importance de ces chiffres n'échappe particulièrement les nombreux redoublées que la presse prussienne dirige contre la France. On compte sans doute à Berlin, que le bruit des voix pourra couvrir celui des canons, que l'on oblitèrera ainsi le droit de faire impunément ce que l'on reproche aux autres avec tant de violence.

NOUVELLES DE CANDIE.

Les puissances occidentales ont prescrit aux chefs de leurs stations navales dans les mers grecques, l'ordre de recevoir à bord de leurs navires les émigrés crétois échappés aux fureurs des troupes d'Omer Pacha. La Porte, qui a appris extraordinairement cette démarche, est menacée très bientôt de ne point comme une ingérence dans ses affaires intérieures. Mais il l'on est mécontent à Constantinople, on y est aussi quelque peu embarrassé pour faire autrement. La Porte a donc expédié par le télégraphe l'ordre à Omer Pacha de ne point entamer l'action dans les montagnes ; il était temps, car l'amiral Simon, commandant des forces dans ces parages, avait pour instructions d'accompagner les femmes jusqu'à bien chaude. Les rapports sur les récol-

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Ordres importants du président Johnson.

Confirmation des révocations annoncées.

Grant résiste de nouveau.

Opinion du Herald.

Organisation militaire en Virginie.

Les nègres en société secrète.

Meetings radicaux en Georgie.

Candidats de couleur pour le Congrès.

Grandes pluies dans l'Est.

Récoltes endommagées.

Londres, 27 août au soir—Consolidés 94 1/2@16, bons 73 1/2.

Liverpool, 27—Coton languissant et au baisse de 1/8. Vente de 7,000 balles. Middling uplands 10 3/8, middling orléans 10 7/8. Les avis de Manchester sont défavorables.

Augusta, 27—La difficulté de l'Université a produit beaucoup de sensation. On dit que le discours d'un des étudiants a engagé le général Pope à fermer l'établissement et à l'établir en caserne. Par l'intermédiaire du chancelier Lipscomb, l'autorité a permis de continuer les examens à la condition que la presse de l'Etat ne parlerait pas de cette affaire. On dit aussi que le général Pope a ordonné que l'allocation de $9000 faite pour la Législature à l'établissement serait retirée.

Les affranchis dans le premier et quatrième district s'adressent à leurs concitoyens sans distinction de couleur comme candidats pour le Congrès. Ils disent que le droit de vote donne le droit d'occuper des places et, comme ils ont la majorité, les blancs ne seront pas élus par leurs votes. Les candidats sont conservateurs et en faveur de l'amnistie universelle.

L'impression est que beaucoup de blancs votent pour des candidats de couleur de préférence aux blancs qui peuvent prêter le serment curieux.

Le général Pope a lancé un ordre qui révoque de son ordre sur le jury tout ce qui intervient dans le placement des noms de l'Etat pour le vote et qui empêche les Mexicains les ont été exclus. Il a été ému dans la Caroline du Nord un mouvement en faveur de la candidature du général Daniel E. Sickles et en assumant le commandement auquel il est assigné il exerciserait, quand il le croira nécessaire pour l'exécution fidèle de la loi, tous les pouvoirs conférés par l'acte du Congrès sur les commandants de district et toute l'autorité appartenant aux officiers commandant les districts militaires subordonnés.

Le major général Sickles est par la suite relevé du commandement du 2d District militaire. Le Major Général Hancock est nommé et donnera les instructions nécessaires pour mettre cet ordre à exécution.

ANDREW JOHNSON.

Hôtel de l'Excédrif.

Washington, D. C. 26 août 1867.

Monsieur—En raison de l'état de santé peu favorable du major général George A. Thomas, ainsi que cela vous a été rapporté dans une dépêche du télégraphe, en date du 21 du courant, mon ordre daté du 17 août 1867 est, par la présente, modifié de manière à assigner le major-général Meade au 3e District militaire créé par l'acte du Congrès du 2 mars 1867, et du département militaire commandé par le major-général Hancock. Aussitôt qu'il sera relevé par le général P. H. Sheridan, le major-général Hancock se rendra directement à la Nile-Orléans, dans un but purement commandement auquel il est assigné par la présente, il exercera, quand il le croira nécessaire pour la fidèle exécution des lois, tous les pouvoirs conférés par l'acte du Congrès aux commandants de District et toute l'autorité appartenant aux officiers commandant les départements militaires.

Le major général P. H. Sheridan remettra sans délai son commandement à l'officier qui commandera après lui et se rendra immédiatement au Fort Leavenworth, Kansas, pour relever le général Hancock du commandement du département du Missouri.

Le major général George H Thomas restera, pour le moment, sous le commandement du département du Cumberland.

Très respectueusement votre,

ANDREW JOHNSON.

Au général U. S. Grant, secrétaire de la guerre par intérim.

La Tribune de New York embrasse Grant.

Le Herald le lâche en disant : "La position politique prise par le général Grant montre un grand soldat sous un mauvais jour. C'est le premier développement de son génie politique—sa première et sa dernière méprise politique. La réponse du Président l'a complètement pris en faute et le public voit bien que Grant ne comprend pas la crise. Il s'accroche à Sheridan et oublie les principes.

Savannah, 27—Il continue à pleuvoir beaucoup sur le littoral. Les plauteurs se plaignent, disant que les récoltes sont déjà grandement endommagées et que si la pluie ne cesse pas bientôt, les dommages seront très sérieux. Ses. Il y a eu de fortes pluies dans le comté de Brooks et des pluies quotidiennes pendant les six dernières semaines.

Coton lourd et en baisse. Pas de vente. Middling nominal à 25. Reçu 180 balles.

Augusta, 27—Coton très plat. Vendu quelques balles. Prix irréguliers. Il pleut toujours.

Richmond, 27—Le général Schofield a institué une commission militaire présidée par le comté de Hanover, pour savoir si une organisation militaire de couleur y existe. L'investigation montre qu'il y a une organisation militaire secrète d'une formidable puissance parmi les nègres, laquelle s'étend probablement dans tous les comtés de l'Etat. On croit que les plantations dans la chaux qui ne sont ni armés ni organisées.

Il a été émis dans la Caroline du Nord un billion de piastres pour le fonds de l'Etat portant 6 p. 0/0 d'intérêt, pour certaines lignes ferrées de l'Etat, et ce million sera payé aux constructeurs. C'est une partie des quatre millions autorisés par la dernière Législature.

Les comtés de la Virginie ont souscrit pour un demi-million en faveur du chemin de fer du Chesapeake et Ohio. Le comté de Greenbrier a souscrit pour $250,000.

Un meeting d'ex-officiers, soldats et marin des Etats Unis ont adopté ce soir une résolution pour la convocation d'une convention qui se réunira à Philadelphie le 17 septembre.

Louisville, 27—Vendu 162 b. de tabac aux prix de 3 00 à 5 00. Farine inactive à 7 00 ; nouvelle No 1 à 10 50, mais plat et en baisse. Coton nominal.

Vicksburg, 27—Arrivant, steamboat Gunner No 3, Dudley Tenline Carroll, National et Virginia. Le fleuve baisse.

Augusta, 27—Les pluies qui tombent depuis quinze jours, sont sans précédents. D'après les rapports parvenus du Sud et du Sud-Ouest de la Géorgie, il paraît que la Floride, où les récoltes de coton promettaient d'être fructueuses, ces districts sont maintenant dans un triste état. Les dégâts causés par les pluies et les vents ont vraiment été considérables. Les cours ainsi que les chemins ont fait leur apparition. On ne perd pas, cependant, l'espoir de faire une bonne récolte.

Mobile, 27—Pas de vente de coton. Reçu depuis deux jours 112 balles. Il a plu hier soir et ce matin, mais le temps est beau maintenant. Les nouvelles sur le coton sont très favorables. Les chenilles se montrent dans quelques sections, mais jusqu'à présent elles n'ont pas fait de ravages.

Un dépêche de Floride, que le préfet a communiquée à tous les journaux.

"Cette nuit, vers minuit, des diligences de Drane et de Capt Apit ont été attaquées par des malfaiteurs qui ont tiré plusieurs coups de feu et ont tué un voyageur qui était sort l'impériale. Ces malfaiteurs, qui étaient au nombre de sept ou huit, sont armés, assez bien mis, vêtu d'habillements de couleur sombre, l'un d'eux avait un chapeau de paille. Ils paraissent être blancs. Ils étaient armés de carabines et de pistolets. Les brigands d'Aix, de Septèmes et de Gardanne sont à leur recherche. Un détachement de la garnison est également sur leurs pas."

—Un écrit d'Aix, à la *Gazette des Tribunaux* :

La bande de malfaiteurs qui, depuis avant-hier, répand l'effroi dans les campagnes entre Aix et Marseille, continue ses dépréda tions et ses violences sur les grands chemins. La gendarmerie, la troupe de ligne sont sans cesse sur la piste.

Nous apprenons à l'instant que le procureur impérial de Marseille vient d'annoncer à son collègue d'Aix la mise en état d'accusation, à la gare de Marseille, de trois de ces malfaiteurs. L'identité est certaine. Ils doivent être transférés d'urgence sous bonne escorte dans la nuit du 30 au 4 août, et qui sont reconnus par l'une des personnes volées sur la grand'route.

On a recueilli en leur pouvoir des armes, des munitions et quantité d'objets suspects.

Cette importante capture a produit aussitôt dans cette ville la plus heureuse et la plus vive impression. Tout permet d'espérer que, par l'information ouverte à la fois à Nice, à Marseille et à Aix, la justice va faire bonne et prompte justice de ces forcenés, que l'on croit être déchappés d'Italie.

Tous les représentants de l'autorité rivalisent de zèle. La gendarmerie qui, depuis dimanche, est sur pied, est secondée avec intelligence et énergie par tous les commissaires de police, par la gendarmerie qui, depuis dimanche, est sur pied, est secondée avec intelligence